



cités
unies
france

Rapport d'activités
2020

Sommaire

- Éditorial de la Directrice générale2
- Le projet stratégique de Cités Unies France : 6 priorités pour renouveler, développer, mutualiser, échanger.....3
- Priorité 1 : Développer une plateforme de services.....4
- Priorité 2 : Moderniser la communication8
- Priorité 3 : Évolution des groupes-pays et des groupes thématiques10
- Priorité 4 : Proximité avec les collectivités et les partenaires14
- Priorité 5 : Des partenaires institutionnels actifs16
- Priorité 6 : Optimiser le modèle économique et le mode de fonctionnement des instances.....18
- Organigramme19
- Perspectives 202119



Éditorial

Geneviève Sevrin

Directrice générale
de Cités Unies France

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de la COVID 19, les confinements en France et à l'étranger, et l'impossibilité de se déplacer. La tentation pouvait être au repli sur soi, à la seule prise en compte de ce qui affectait son propre territoire, ses habitants. La réalité a été toute autre puisque nous avons assisté à « une demande d'international » importante, générale, de la part des collectivités territoriales ; il s'agissait à la fois de connaître les situations dans les autres pays et notamment chez les partenaires étrangers, d'identifier les besoins, d'affirmer une solidarité, d'échanger sur les moyens de protection mis en œuvre, sur les outils de communication avec les habitants...

Pendant cette période, nous avons appris de nos partenaires : les collectivités chinoises et vietnamiennes notamment ont envoyé des masques à leurs collègues français ; les collec-

tivités coréennes, maliennes, sénégalaises, leurs ont indiqué comment ils avaient mis en place les gestes « barrière »...

Ensemble, avec Cités et Gouvernements Locaux Unis notamment, mais aussi avec Platforma au niveau européen, nous avons réfléchi à la façon d'enrichir nos pratiques, aux modes et moyens de produire des sociétés post-covid, au sens à donner dans l'avenir à la mondialisation, à la relocalisation des productions, qu'elles soient alimentaires ou de produits manufacturés...

Et la technologie est venue à notre secours, de skype à zoom en passant par teams, pour maintenir les liens, développer de nouvelles façons de travailler, mettre en place de nouvelles dynamiques ; nous avons collectivement innové, proposé de nouvelles actions, capitalisé.

Jamais, au cours de l'histoire de CUF, les élus et élues, ainsi que leurs équipes, n'avaient été en capacité de se mobiliser autant pour participer aux réunions, formations, webinaires, séminaires, groupe-pays, groupes thématiques...

Cette dynamique a aussi trouvé un écho dans le changement de présidence de l'association, et l'arrivée de François Rebsamen, maire de Dijon, ainsi que dans le renouvellement de l'ensemble des instances de CUF, rajeunies, féminisées.

Cités Unies France et l'action internationale des collectivités territoriales sortent de cette année 2020 confortés, amplifiés et ce, notamment, grâce au soutien sans faille du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, via la DAECT, et grâce aussi au soutien de l'Agence française de développement.

Bonne lecture de ce rapport d'activités 2020 !



Le projet stratégique de CUF **6 priorités pour renouveler, développer, mutualiser, échanger qui ont fait l'objet d'un point d'étape à mi parcours**

- 1**  Développer un plaidoyer puissant qui légitime et facilite l'action internationale des collectivités territoriales
- 2**  Renforcer la proximité de CUF avec l'ensemble des collectivités territoriales
- 3**  Développer une plateforme de services à l'intention des collectivités
- 4**  Être actif dans la mise en relation des collectivités et des financeurs
- 5**  Moderniser la communication et les modes d'interaction entre CUF et ses adhérents
- 6**  Éclairer les tendances et défricher de nouveaux champs d'action

Fil conducteur de l'action menée par Cités Unies France, ce Projet stratégique est aussi un élément de dialogue avec les partenaires qui permet de croiser les approches, d'échanger sur les attentes et les objectifs, ainsi que sur les moyens à mobiliser pour les atteindre.

Un bilan intermédiaire de ce Projet a été mené entre fin 2019 et début 2020, en croisant les réflexions avec les actions menées par l'association, notamment dans le cadre des conventions 2017 – 2019 avec le Ministère

de l'Europe et des Affaires Etrangères. Menée par le cabinet C Consulting, il s'agissait de vérifier, via l'évaluation des conventions, si les objectifs du projet stratégique trouvaient bien une déclinaison dans les conventions d'objectifs avec le ministère, et si les projets menés en étaient l'illustration.

Malgré un niveau de détail différent entre les rapports et l'emploi de termes distincts, une claire correspondance a été établie par les évaluateurs entre les priorités du Plan Stratégique

2018-2022 de CUF, les axes d'intervention identifiés dans chacune des conventions annuelles, et les principaux groupes d'actions présentés dans les rapports d'exécution 2017-2019 ; deux constats peuvent donc être établis : il existe une véritable cohérence entre le Plan Stratégique et les conventions et travaux menés par l'association, et le cadre général d'intervention de CUF s'inscrit dans une perspective pluriannuelle tout en développant les objectifs et types d'actions par année.

C'est autour de ce projet stratégique et de ses 6 priorités que nous rendons compte du travail mené en en 2020.
Retrouvez plus d'éléments sur le site de Cités Unies France : <https://cites-unies-france.org/-Qui-sommes-nous->



Priorité 1

Développer une plateforme de services

1• Renforcer l'ingénierie des collectivités par la mise à disposition de « bureaux conseil » : le DCOL - Dispositif d'appui à l'action internationale des collectivités territoriales françaises

Au regard de

sa mission

« tête de réseau »,

l'un des premiers

objectifs de

Cités Unies France

est de développer

une plateforme

de services aux

collectivités territoriales.

Ce dispositif de renforcement de l'ingénierie des collectivités, lancé en 2018, permet de les accompagner dans l'élaboration de leur stratégie à l'international ou le montage de projet. Soutenu

principalement par l'Agence française de développement, le dispositif a reçu en 2020 le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations. Pendant le confinement, CUF a maintenu le lien

Après la première phase du projet avec la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (capitalisation d'expériences), il s'agissait de construire une 2^{ème} étape plus large. Compte tenu du changement d'échelle, l'appui « DCOL » a permis de s'assurer que le montage et le cadrage du projet étaient structurés et en adéquation avec les besoins de chacune des autorités locales participantes.

La Région et les consultants ont déposé le projet dans le cadre d'un appel EuropAid, qui a été reçu.

**RÉGION
SUD**
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR





DCOL

Le dispositif d'appui à l'action internationale des collectivités territoriales

avec le soutien de



avec les collectivités et les consultants et a basculé l'ensemble des rencontres et réunions en « distanciel » et les missions d'accompagnement ont pu se poursuivre et se conclure en 2020.

6 collectivités territoriales françaises ont été accompagnées dans ce cadre. CUF a par ailleurs lancé le DCOL 4 en juillet ; 7 nouvelles collectivités territoriales ont bénéficié d'un accompagnement. En septembre et octobre 2020, CUF a mis en place 2 cycles de formations sur l'action internationale des collectivités territoriales, pour 9 collectivités territo-

riales ultramarines de l'Océan Indien, ainsi que des Antilles-Guyane. Ces cycles de formation seront poursuivis en 2021.

Pour plus d'informations : <https://cites-unies-france.org/-DCOL-Dispositif-d-appui-a-l-action-internationale-des-collectivites->



Une évaluation du dispositif DCOL a été menée en 2020. Les recommandations émises montrent sa pertinence et son efficacité et il répond aux besoins exprimés par les collectivités (mobilisation de financements, structuration des politiques publiques, positionnement territorial et / ou organisationnel).

CUF est reconnu en tant que médiateur, gestionnaire et structure ressource. L'évaluation encourage l'association à pérenniser le dispositif, en renforçant l'exigence d'engagement des collectivités et la capitalisation.



Légende de la photo

Depuis 11 ans, Cités Unies France a mis en place des fonds de solidarité. Créés ad hoc, ils sont pilotés par des comités de donateurs. Pour mieux les

faire connaître, une communication a été mise en place en 2020 : plaquette de présentation, documents de capitalisation sur plusieurs projets, réalisation d'une vidéo illustrant leur fonctionnement. CUF a également amorcé le lancement d'un label « territoires unis et solidaires face aux crises », pour valoriser l'implication des collectivités.

Par ailleurs, CUF a créé un rendez-vous mensuel « les Chroniques géopolitiques ». Organisées en vi-

sio-conférence, elles ont permis, tout au long de l'année, d'échanger, avec un chercheur, autour de l'actualité géopolitique. 3 sessions ont été organisées en 2020, autour de la crise Franco-Turque en méditerranée, des élections présidentielles américaines, et des relations entre la France et le monde musulman.



Priorité 1

2• Répondre à la demande des collectivités territoriales de pouvoir venir en appui à des collectivités étrangères, lors de crises

Point sur les fonds de solidarités en cours

- **Fonds de solidarité Equateur :** CUF, l'AFD, le Département de Meurthe-et-Moselle et 40 collectivités territoriales françaises se sont mobilisés. Le projet mis en place vise à améliorer la qualité de vie des habitants, en leur permettant un accès à l'eau potable.
- **Fonds de solidarité Indonésie :** une étude sur les risques réalisée auprès des communautés touchées par la catastrophe, a identifié 3

besoins de constructions : aire de jeux pour les enfants, espace dédié (culture, jeunesse, sport), espace de réunion communautaire.

- **Fonds de solidarité Mozambique:** CUF a déployé un fonds de solidarité pour soutenir la réhabilitation de la municipalité de Dondo : construction de maisons, renforcement des compétences de la collectivité (gestion et anticipation des risques).

- **Fonds de solidarité Bangui :** CUF a conduit une mission de terrain à Bangui en mars 2020. Le fonds de solidarité a permis l'achat et la distribution de matériel pour les personnes déplacées dont la situation restait précaire.





• **Fonds de solidarité Liban** : CUF a lancé au mois d'août 2020 un fonds de solidarité grâce aux dons des collectivités françaises et de CGLU. Les travaux vont soutenir les collectivités libanaises (appui en matériel sanitaire, appui financier

pour la continuité des travaux, appui aux écoles, formations - gestion des risques et préservation du patrimoine).

• **Fonds de solidarité Covid Afrique (Ghana/Mali)** : en mai 2020, CUF et les collectivités fran-

çaises ont déployé un fonds de solidarité post-Covid-19 en Afrique suite à la pandémie. Les appuis ont porté sur les points suivants : aide matérielle sanitaire, soutien au développement économique local, réhabilitation post-crise.



Point sur les projets portés par CUF, en lien avec des collectivités

En 2020, Cités Unies France a poursuivi son partenariat avec le Centre de crise et de soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères autour de deux projets :

Poursuite du renforcement de la ville de Bangui, confrontée à de multiples crises

Ce programme visait à accompagner la Mairie de Bangui et 3 arrondissements de la ville dans la définition de priorités pour des actions-pilote en direction de la jeunesse ; il s'inscrivait à la fois dans une perspective de contribution à la réconciliation des communautés, et en prévision d'une future décentralisation du pays. Il s'agissait d'accompagner la création de micro fonds de dotation, et de lancer des appels à projet auprès des associations de jeunes de ces territoires, pour identifier et financer des microprojets locaux. Le programme visait également à renforcer les compétences des élus d'arrondissement.

Au Sahel, poursuite du processus de mise à l'échelle et lancement de l'antenne de CUF à Bamako

Il s'agit de soutenir la redynamisation de la coopération décentralisée au Sahel via 3 activités :

- Ouverture et opérationnalisation de l'antenne de CUF au Sahel, basée à la Maison du Partenariat Angers-Bamako : lien avec les partenaires des coopérations décentralisées franco-sahéliennes, avec les acteurs institutionnels et les opérateurs locaux, contribution au bon déroulement des activités du projet via 3 points focaux (au Mali, au Niger, au Burkina Faso).
- Lancement du processus de mise à l'échelle de 3 projets de coopération décentralisée. Ces 3 programmes de coopération décentralisée sont en cohérence avec les priorités identifiées au Sahel : électrification des zones rurales, assainissement et sécurité alimentaire, renforcement des capacités des collectivités.
- Préparation de séminaires et de formations dans les 3 pays, en coordination avec les postes diplomatiques. Au Mali et au Burkina Faso, travail sur la gestion de crises

par les collectivités en lien avec les populations déplacées. Au Niger, renforcement des capacités des collectivités pour l'élaboration de projets en lien avec la jeunesse.

Focus sur le programme triennal Jer'Est, porté par le Réseau pour la Coopération Décentralisée en Palestine – RCDP

Ce programme de soutien de la jeunesse palestinienne de Jérusalem-Est finance le centre Al Bustan. Il propose à plus de 500 enfants et jeunes des activités culturelles, sportives, éducatives ainsi que du soutien psychologique. Le programme, porté par le RCDP, est coordonné par la ville de Gennevilliers avec le soutien de 15 collectivités partenaires. Subventionné par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, il a bénéficié sur place de l'appui du Consulat Général de France à Jérusalem. La crise sanitaire a généré des modifications pour mieux coller aux attentes des populations et finaliser le programme spécifique pour « le soutien psychologique et éducatif » mis en place en novembre.



Table ronde lors des Rencontres 2018

Priorité 2

Moderniser la communication

Les 12^{èmes} Rencontres de l'AICT



La communication de Cités Unies France et les modes d'interactions avec ses adhérents évoluent pour donner une meilleure visibilité de l'action des collectivités sur le plan international.

Malgré des mesures sanitaires très contraignantes, les « Rencontres de l'AICT » 2020 ont pu se tenir en présentiel. Près de 800 personnes ont ainsi échangé au cours des 2 journées de septembre, à la Cité des Sciences, autour du fil rouge « **L'internationalisation des territoires, enjeu majeur et atout pour les collectivités territoriales** ». Quelques mois après les élections municipales françaises, cette édition a également été l'occasion pour les nouvelles et nouveaux élus de participer, et de découvrir ce qu'était l'action internationale des collectivités (AICT). Ces Rencontres ont permis à l'ensemble des participants de « s'immerger » au cœur de cette AICT, en mettant l'accent sur la sensibilisation

et l'information autour de cette politique publique ; les premières leçons de la crise du Covid-19 ont été tirées à cette occasion et les évolutions ont été discutées, pour porter dans les coopérations et les partenariats les réflexions autour des nécessaires transformations des territoires, des modes de production, de consommation, des systèmes de santé...

En ouvrant cette 11^{ème} édition, le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, avait également souligné ces enjeux, ainsi que la nécessité de mieux harmoniser la diplomatie de l'Etat avec la diplomatie des collectivités territoriales. C'est notamment pour favoriser cette meilleure articulation que Cités Unies France a tenu à mettre à l'honneur, pendant ces Rencontres, les présidentes et présidents des groupes-pays et groupes thématiques.

Pour aller plus loin : www.cites-unies-france.org/-Rencontres-de-l-action-internationale-des-collectivites-



Des outils de communication au service des collectivités territoriales



En 2020, Cités Unies France a relancé sa **Lettre électronique bimestrielle** : activités, infos et agenda de CUF et de l'AICT. Pour renforcer l'interaction avec les collectivités territoriales, et mieux valoriser leurs actions, une rubrique y est alimentée par les collectivités adhérentes de CUF elles-mêmes. Cette newsletter est envoyée par courriel à plus de 25 000 personnes et mise en ligne sur notre site : www.cites-unies-france.org/-Les-lettres-de-CUF-



Par ailleurs, et alors que les réseaux sociaux deviennent de plus en plus visibles, la **page Twitter** de CUF a été réactivée et active, et compte plus de 2500 abonnés : [@CitesUniesFR](https://twitter.com/CitesUniesFR). La publication de tweets est systématique, qu'il s'agisse d'assises, de réunions, de conférences, d'initiatives, de projets...



Sur la **chaîne YouTube** de CUF, plus de 20 vidéos ont été publiées en 2020 ! Cités Unies France Communication



De son côté, la **page Facebook** compte plus de 1500 abonnés

En parallèle du site internet de l'association, un **mini-site** entièrement dédié aux Rencontres de l'action internationale des collectivités a été créé. Très utile le jour de cet événement, il a permis, notamment pour les participants, de disposer plus facilement des informations relatives aux Rencontres.



Pour plus d'informations : <http://raict.org/>

Publications de Cités Unies France produites en 2020

• Dossier-pays Liban

Cette 3^e édition du Dossier-pays Liban s'adresse aux différents acteurs locaux (collectivités territoriales, associations, entreprises) désireux de s'engager dans des projets de coopération avec des partenaires libanais. Il offre un aperçu de l'histoire, du contexte économique, social et politique, ainsi que de l'organisation administrative du Liban, éléments indispensables à la compréhension des enjeux de la coopération entre nos deux pays.

• « **Pandémie COVID-19 : les collectivités françaises mobilisées** » Capitalisation sur l'initiative solidaire Afrique Haïti / Covid-19 de CUF

Depuis le début de la crise sanitaire liée

à la COVID-19, les collectivités territoriales ont manifesté et reçu des marques de solidarité de leurs partenaires internationaux. Au travers d'échanges, d'accords ou de participation à des fonds, de projets dans le domaine de la santé ou socio-économique, les partenariats de coopération décentralisée sont restés actifs et dynamiques. Suite à l'appel de CUF, les collectivités françaises et associations faitières ont communiqué sur les initiatives qu'elles ont engagées tout au long de l'année pour contribuer à lutter contre la pandémie.

• « **Répertoire Sahel de la coopération décentralisée – Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad** »

En compléments des répertoires existants,

ce nouveau répertoire des partenariats sahéliens a été publié en 2020 ; il a vocation à faciliter la mise en commun de compétences des collectivités dans différents domaines. Y figurent des informations sur les objectifs, l'histoire, les actions réalisées et les perspectives de chaque partenariat, utiles aux acteurs concernés comme à leurs interlocuteurs, institutionnels ou privés.

Pour plus d'informations : <https://www.cites-unies-france.org/-Publications->





Priorité 3

Évolution des groupes-pays et des groupes thématiques

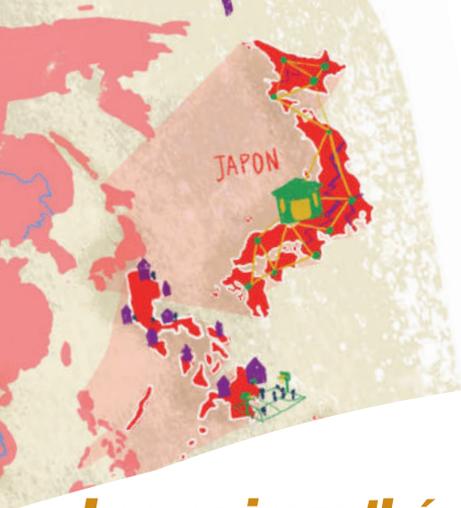
Plus que jamais Cités Unies France est attentive aux nouvelles attentes des collectivités et partenaires, qu'il s'agisse de thématiques ou de géographie. L'objectif de l'association est de jouer le rôle éclairer des nouvelles tendances et de repérer de nouveaux champs d'action ou priorités géographiques.

En 2020 la crise sanitaire s'est avérée être un accélérateur de mobilisation des collectivités territoriales, membres des groupes-pays, dont la majorité a pu adapter ses travaux malgré/ou grâce ? à la crise. La participation aux réunions de CUF a augmenté grâce aux initiatives lancées mais aussi par le besoin que les équipes confinées ont eu de partager leur vécu avec les autres CT engagées à l'international, autant qu'avec leurs partenaires.

A l'issue de l'Assemblée générale de l'association et du renouvellement des instances le 13 octobre 2020, plusieurs évolutions de groupes pays ont été réalisées. Certains groupes dont l'activité avait été suspendue avant et/ou durant la crise sanitaire ont été relancés (Sénégal et États-Unis), tandis que d'autres ont été mis en sommeil (Bénin, Cameroun). Parallèlement, CUF a lancé de

nouveaux groupes autour de thématiques (genre, jeunesse) ou de zones géographiques spécifiques (dynamique Amérique latine/Caraïbes). Cet aménagement des groupes s'est fait en tenant compte des enjeux liés à l'actualité politique, sanitaire, sécuritaire ou à des catastrophes naturelles ou industrielles.

Avec les élus et éélus, en 2020, CUF a fait évoluer les missions des présidentes et présidents de groupe-pays ou de groupes thématiques. Leur mandat a été (re)défini, et elles et ils ont fait leur entrée au sein du conseil d'administration. Réunis régulièrement en conférence, des président.e.s, elles et ils ont travaillé à la réalisation de plaidoyers communs, notamment auprès du MEAE. Conscient du rôle primordial joué par ces présidentes et présidents, CUF a salué leur travail lors des 11^{ème} RAICT par la remise d'un prix.



Les enjeux thématiques de Cités Unies France

Les ODD - Objectifs de développement durable

Le groupe ODD rassemble, sous la présidence de Valérie Dumontet, vice-présidente du Département de l'Aude, les collectivités françaises intéressées par la thématique des ODD dans leurs coopérations. Le questionnement partagé au sein du groupe s'inscrit dans deux problématiques : de quelle façon les ODD constituent un outil au service de l'AICT ? Et comment l'AICT participe de l'atteinte des ODD de l'Agenda 2030 ?

En 2020, le groupe a souhaité opérationnaliser ces problématiques et définir une feuille de route. Des actions ont donc été engagées, avec l'appui financier de CGLU – Cités et

Gouvernements Locaux Unis et celui de Platforma (réseau européen). CUF a ainsi synthétisé et traduit un module de formation de formateurs dédié aux liens entre coopération décentralisée et ODD, pour le rendre accessible aux collectivités.

Dans la suite de cette action, CUF a engagé la définition d'un projet de formation/action à l'attention des collectivités françaises pour renforcer le référentiel ODD dans leurs coopérations décentralisées. Ce projet a été présenté à l'occasion des Rencontres de l'AICT en septembre 2020 ; plusieurs collectivités se sont montrées intéressées à prendre part à cette formation/action qui sera expérimentée en 2021.

Par ailleurs, au cours du second semestre 2020, CUF s'est associée au

Comité 21 pour rédiger une note de décryptage de l'ODD 17. Cet objectif, portant sur le partenariat, constitue en effet un ODD singulier. Un groupe de travail réunissant sept acteurs (ONG, think-tank, institutionnels, entreprises...) s'est réuni plusieurs fois avant de lancer officiellement la rédaction en décembre. Le travail se poursuivra en 2021.

Au terme de l'année 2020, ce sont donc plusieurs chantiers qui ont été initiés au sein du groupe de travail, permettant toujours de renforcer la culture ODD au sein des collectivités (via leurs relations internationales), de préciser comment les ODD peuvent être un outil au service de l'AICT et de légitimer l'intérêt de l'AICT dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Le groupe thématique « jeunesse »

Début 2020, Cités Unies France a accueilli et co-organisé (en partenariat avec la DAECT, l'Agence du service civique et France Volontaires) une journée d'information sur le sixième appel à projet jeunesse, à la fois temps d'in-

formation mais également temps de réflexion et d'échanges sur la conception et la structuration de projets « jeunesse ».

Dans la poursuite de cette journée, autour de la reprise des activités « jeunesse », CUF a organisé un atelier dédié lors des RAICT 2020. Cette relance s'est accompagnée d'une nouvelle dyna-

mique participative et innovante impulsée par Flavie Boukhenoufa, élue aux relations internationales de la ville de Rennes, qui a accepté de prendre la présidence du groupe. La fin d'année a permis de préparer les attentes et projets qui le feront vivre à partir de 2021.

Le groupe thématique « genre »

La genèse de ce groupe s'inscrit dans un contexte 2020 lié au renouvellement des équipes municipales, à la prise en compte grandissante des questions de genre dans la coopération décentralisée et à la pandémie de Covid-19 : mise en lumière des femmes, en lien avec les métiers qu'elles occupent dans les secteurs de la santé, du sociale et des

services à la personne, mais aussi en lien avec les conséquences amplifiées de la crise qu'elles ont subies dans le monde entier, arrivée de nombreuses femmes, en France, de plus en plus présentes au sein des conseils municipaux et à la tête des exécutifs dans nombre de collectivités.

Suite à l'Assemblée générale du 13 octobre, la ville de Tours assurera la présidence du groupe pour une durée de 3

ans, grâce à la mobilisation de la maire adjointe aux relations internationales, Elise Pereira-Nunes. Une première réunion du groupe en fin de l'année a permis d'identifier des thématiques prioritaires à aborder en coopération (lutte contre les violences faites aux femmes, autonomisation économique des femmes...), ainsi que les besoins en formation et en sensibilisation aux questions de genre



Bonjour,
je suis Eunhee CHO, maire de Seochu

Priorité 3

Les différentes assises, rencontres, séminaires et années croisées



Vietnam

Fin 2020, avec Jean-Claude Dardelet (Toulouse), président du groupe-pays, les ambassades, la DAECT et les collectivités membres du groupe, les travaux ont repris autour des thèmes prioritaires, actualisés au regard des enjeux environnementaux et sociétaux. Un séminaire intermédiaire se tiendra en 2021.

Chine

Le groupe-pays a poursuivi ses travaux en 2020, sous la présidence de Michèle Garrigue (Région Occitanie), dans un cadre tendu du fait de la cristallisation des relations franco-chinoises sur la question des Ouïghours.

Japon

Initialement prévues en novembre 2020 à Aix en Provence, les 7^e Rencontres ont été reportées du fait de la pandémie. La préparation de ces Rencontres a néanmoins démarré avec la tenue de deux comités de pilotages, et une exigence accrue afin de garantir la visibilité du travail commun capitalisé depuis 10 ans.



Palestine

Les prochaines assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne ont été reportées du fait d'un contexte sanitaire incertain. Des réunions préparatoires en 2020 ont néanmoins permis de constituer un comité de pilotage et d'établir un programme prévisionnel.

Arménie

L'Arménie a connu une année 2020 dramatique ; déjà marqué par la crise sanitaire, le pays a vécu un conflit avec son voisin d'Azerbaïdjan. Les assises de coopération décentralisée, initialement prévues en novembre 2020 à Lyon, ont été reportées à novembre 2021. Le comité mixte de pilotage s'est réuni à Erevan début mars 2020 pour finaliser les enjeux de ces assises et identifier les binômes d'animation des groupes de travail qui se sont réunis plusieurs fois en 2020 pour finaliser leurs travaux.

Russie

Pour préparer l'Année croisée franco-russe de la coopération décentralisée en 2021, le groupe-pays Russie s'est réuni autour de l'évolution de la coopération décentralisée, et a établi un état des lieux des partenariats des collectivités territoriales engagées dans la coopération avec la Russie.



Initiative solidaire pour l'Afrique pendant la COVID-19

En réaction à la pandémie, Cités Unies France, les collectivités territoriales et les associations de pouvoirs locaux africains et haïtiens, ont décidé de créer une « initiative solidaire Afrique-Haïti ». Cinq actions se sont concrétisées : 1. Manifestation, de la part des collectivités françaises, de leur solidarité auprès de leurs partenaires et collecte d'informations ; 2. Communication et diffusion des informations et réalisation/diffusion d'un document de capitalisation et d'une vidéo ; 3. Elaboration d'une tribune publiée dans les pages « Afrique » du Monde, appelant les instances à une solidarité internationale. 100 maires l'ont signée ; 4. Organisation de visioconférences chaque semaine entre mars et mai 2020 : partage de réflexions, premiers enseignements et suggestions sur l'après-crise ; 5. Contribution aux besoins essentiels des collectivités africaines *via* un fonds de solidarité *ad hoc* pour l'Afrique, ouvert le 16 avril 2020 ; Ghana et Mali ciblés.



Focus Méditerranée

Algérie

2020 a été marqué en Algérie par le mouvement du Hirak et la crise sanitaire. En début d'année, CUF a finalisé les dernières activités liées au programme européen JSER : élaboration et mise en œuvre de stratégies jeunesse à l'échelle locale en Algérie. Une réunion le 5 mars a permis d'aborder cet enjeu, avec une analyse de la situation politique en Algérie et la présence de jeunes engagés dans le programme. Agnès Rampal, présidente de la commission euro-méditerranéenne de la Région Sud est devenue présidente du groupe-pays et a impulsé une feuille de route autour du patrimoine de la jeunesse et de l'environnement.

Maroc

Une réunion du groupe-pays s'est tenue à Marseille début 2020, sous la présidence de Jean Roatta, maire-adjoint, autour des enjeux de la coopération décentralisée franco-marocaine. Suite à la pandémie, un cycle de webinaires thématiques s'est organisé en partenariat avec la DAECT et

l'Ambassade de France à Rabat (près de 260 participants en cumulé) : un premier pour les collectivités françaises, sur la coopération décentralisée, un second pour les collectivités françaises et marocaines sur la gestion de la crise sanitaire par les collectivités, et un dernier sur les enjeux climatiques dans la coopération décentralisée franco-marocaine..

Tunisie

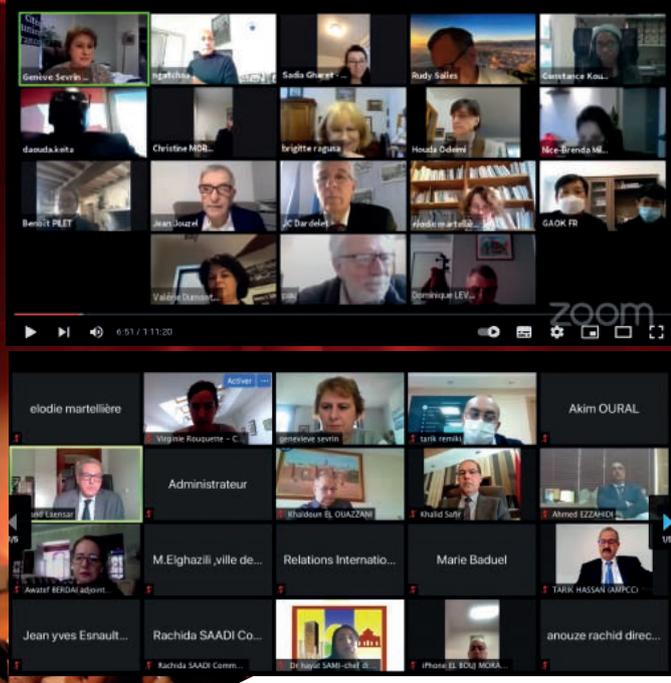
Suite à différents échanges avec la Fédération Nationale des Collectivités Tunisiennes, une réunion du groupe-pays s'est organisée en juin 2020. Nombreux participants autour des enjeux de gestion de la crise sanitaire. Cités Unies France a aussi repris contact avec le PCPA – Programme Concerté Pluri Acteurs, et l'association est intervenue à ce titre, dans une session dédiée à la coopération décentralisée tuniso-française.

Liban

Dès le mois d'octobre 2019, des contestations à l'encontre du gouvernement débutent au Liban autour d'enjeux so-

ciaux et économiques mais également avec une critique sur la gouvernance du pays. En mars 2020, le pays est déclaré en défaut de paiement, ce qui entraîne une dépréciation très forte de la livre libanaise. Une grande partie de la population voit son pouvoir d'achat et son niveau de vie s'effondrer (55% de la population en dessous du seuil de pauvreté). En partenariat avec le Bureau Technique des Villes Libanaises - BTVL, CUF avait alors réuni en juin les acteurs de la coopération décentralisée libanais et français, autour d'un partage d'expérience sur la gestion de la crise sanitaire.

A cette crise multidimensionnelle s'est ajoutée l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020. Dans ce contexte catastrophique pour le pays et ses habitants, une réunion a été organisée lors des Rencontres de septembre, sous la présidence de Valérie Dumontet, pour mettre l'accent sur l'urgence de la situation. De nombreuses collectivités françaises se sont tournées vers CUF pour soutenir les collectivités libanaises détruites par l'explosion, et un fonds de solidarité a été ouvert.



Priorité 4

Proximité avec collectivités et partenaires

CUF renforce sa proximité avec les collectivités territoriales, ainsi qu'avec ses partenaires, pour être plus à l'écoute des attentes et renforcer l'animation territoriale, sans se substituer aux acteurs locaux.

Partenariats

L'absence de possibilité de se déplacer en 2020, et d'organiser des événements sur les territoires n'a pas permis d'organiser une AG décentralisée, ni de réunions de groupe-pays ou groupes thématiques au sein de collectivités territoriales, ni de participer, en présentiel, à des manifestations locales. Néanmoins, tout au long de cette année, les liens et échanges se sont maintenus en visio conférences, et Cités Unies France a pu participer et intervenir à l'occasion de nombreux séminaires, formations et conférences.

Pendant cette année, l'accent a particulièrement été mis sur la finalisation de deux conventions de partenariat, toutes deux signées, en présentiel, lors des Rencontres annuelles, en septembre à la Cité des Sciences.

Il s'agit pour la première de la conven-

tion avec les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA), pour formaliser les complémentarités, mieux articuler le niveau national et le niveau régional et, au final, permettre un accompagnement renforcé des collectivités territoriales dans leurs projets de coopération.

La seconde convention porte sur un renforcement du partenariat avec le Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales (SNDGCT), pour favoriser la mobilisation de fonctionnaires territoriaux français dans le cadre de mission d'appui et d'expertises avec les pays partenaires

Cités Unies France a par ailleurs poursuivi ses échanges et travaux avec de nombreux autres partenaires avec qui elle est par une convention d'objectifs : Task force Ville durable de MEDEF international, Programme Solidarité Eau (pS-Eau), France Volontaires, le Comité Français pour la Solidarité In-



ternationale (CFSI), le Comité 21, la Fondation Énergie pour le monde, le Partenariat Français pour la Ville et les Territoires (PFVT). Et pour renforcer ces partenariats, des élus et élus ont été mobilisés pour représenter l'association au sein de ses instances, faire le lien avec les autres collectivités, et participer aux dynamiques collectives.



(ADF). Avec ces réseaux de collectivités, des chantiers s'organisent autour d'enjeux communs ; ainsi, à l'initiative de France Urbaine, un travail a été initié en 2020, en partenariat avec des élèves de l'INET (Institut National des Etudes Territoriales), sur l'analyse de l'action internationale des grandes villes françaises.



L'association a également poursuivi ses partenariats avec les réseaux de collectivités notamment l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), France Urbaine, ainsi qu'avec les associations nationales de collectivités, comme l'Association des Maires de France (AMF), Régions de France, et l'Assemblée des Départements de France





Priorité 5

Des partenaires institutionnels actifs



*CUF
en lien
étroit avec
ses partenaires*

**Ministère de
l'Europe et des
Affaires étrangères**

**La Délégation pour l'action
extérieure des collectivités
territoriales - DAECT**

*institutionnels met en
relation des collectivités
et des financeurs, et
développe un plaidoyer
plus puissant qui légitime
et facilite l'action des
collectivités territoriales
françaises à l'étranger*

Pour faire se rencontrer les attentes des collectivités et les souhaits de l'Etat, CUF et la DAECT ont mis en place un partenariat stratégique qui s'articule autour des points suivants :

- augmenter la capacité des collectivités à s'engager à l'international et à mener des actions pertinentes, avec notamment un appui auprès des petites et moyennes collectivités, et via le DCOL. Un travail spécifique envers les collectivités ultramarines s'est notamment poursuivi au cours de l'année 2020, en termes d'appui au montage de projet ;

- donner de la visibilité à l'action internationale des collectivités territoriales, la valoriser et communiquer ;
- renforcer le rôle de tête de réseau de CUF, ainsi que celui de « syndicat » des collectivités engagées à l'international via un porte-parolat au sein des différentes instances nationales, européennes et internationales.

Comme chaque année, la DAECT était le partenaire privilégié des Rencontres de l'AICT : co-organisation des ateliers, des micro-ateliers et présentation, en séance d'ouverture, du « **Guide opérationnel de la coopération décentralisée** ».

Le Centre de Crise et de Soutien - CDC

Fin 2019, une convention avait été nouée avec le CDCS autour de deux projets liés à des situations de crise, à la fois à Bangui et au Sahel. Même si l'année 2020 n'a pas permis de déplacement sur le terrain, ces projets ont pu être suivis et menés à distance, grâce notamment aux moyens techniques et aux antennes de CUF sur place.



L'Agence française de développement - AFD



Une nouvelle convention de partenariat a été signée en 2020 entre CUF et l'AFD, portant sur le soutien à l'organisation des Rencontres de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales, et sur la poursuite du déploiement du DCOL, permettant le renforcement des capacités des collectivités via un appui en ingénierie de projet. Une évaluation de ce partenariat solide, mené depuis 10 ans, entre CUF et l'AFD sera menée en 2021.

PLATFORMA



PLATFORMA, le projet co-financé par l'UE, est un partenaire institutionnel de longue date des Rencontres de l'AICT de CUF et était présent lors de la 11^e édition, intervenant en séance plénière, lors d'un atelier sur le modèle européen de l'action internationale des collectivités territoriales et en micro-ateliers.

Au cours de l'année, CUF a par ailleurs formalisé la nomination de ses représentants auprès de PLATFORMA - Julia Dumay, titulaire, adjointe à la maire de Strasbourg, et Elise Pereira-Nunes, suppléante, adjointe au maire de Tours, qui ont participé au conseil politique d'octobre.

CUF a continué à accompagner l'initiative de PLATFORMA en direction des Etats membres, afin que le rôle de la coopération décentralisée soit reconnu et valorisé dans le cadre de

la prochaine programmation européenne. Pour rappel, les défis liés à l'urbanisation, au changement climatique, aux inégalités y compris territoriales, à l'égalité des femmes et des hommes, à la COVID-19, aux services publics, à la digitalisation, à l'accueil des réfugiés et aux droits de l'homme, au développement économique local ont été identifiés comme prioritaires par l'UE, avec une forte dimension territoriale.

Or, en octobre 2020, seule une vingtaine de pays bénéficiaires avaient identifié le soutien aux autorités locales comme un domaine prioritaire de coopération avec l'UE, limitant de fait la possibilité d'aborder cette question avec les autres pays bénéficiaires, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Une interpellation du MEAE a permis de sensibiliser à ce sujet.



Cités et gouvernements locaux unis - CGLU

La convention de partenariat entre CUF et CGLU pour l'année 2020 a permis de poursuivre les actions initiées en 2019 avec notamment un travail autour des crises au sein du groupe permanent de CGLU pour la « prévention et la gestion territoriales des crises », présidé par la ville de Genève et piloté par CUF, et un travail autour de la coopération-décentralisée et des ODD, pour voir notamment comment mieux intégrer les ODD dans le cadre des partenariats existants et à venir.

ODD : Les collectivités territoriales françaises mènent des partenariats de coopérations avec plusieurs collectivités partenaires en Afrique, Asie, Amérique latine ; dans ce cadre, elles réfléchissent à la façon de décliner les ODD dans les différentes politiques publiques locales. L'appropriation se fait progressivement à l'échelle locale. Il en est de même pour les politiques publiques liées à l'international, et l'AICT cherche à intégrer ce paradigme dans ses orientations stratégiques. Pour mobiliser l'accord du partenaire de coopération, ayant lui-même une connaissance diverse de l'approche ODD, il est nécessaire que tous soient convaincus que travailler sur les ODD permet d'une part un dialogue politique de haut niveau, et d'autre part, de considérer autrement les questions d'aménagement du territoire. Le groupe ODD de CUF travaille sur ces questions, et s'est mobilisé pour démontrer, lors de manifestations internationales, le rôle et l'investissement des collectivités dans l'atteinte des ODD (participation aux Forums de Haut Niveau, à la task force de CGLU...). En 2020, CUF a porté la voix des collectivités territoriales lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) qui se déroule généralement au siège de l'ONU à New York, et qui était, cette année, en visio-conférence.

Crises : CUF a poursuivi son travail de construction du dispositif « Fonds International de Solidarité » au sein de CGLU : charte du fonds, outils de communication (plaquette en plusieurs langues), session de travail avec les commissions régionales de CGLU autour du dispositif lors du séminaire de CGLU en février 2020. Ce travail a abouti par la validation du dispositif par le Bureau de CGLU en mai 2020.



Priorité 6

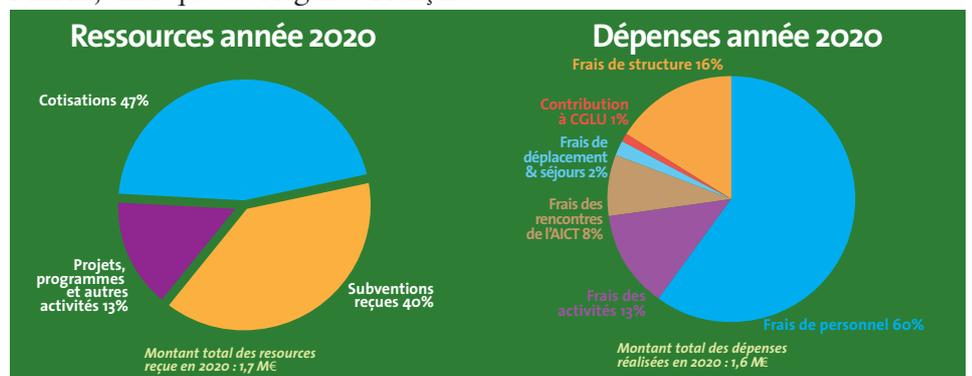
Optimiser le modèle économique et le mode de fonctionnement des instances

Optimisation du modèle économique

Pour la première fois depuis 5 ans, CUF a renoué avec un exercice budgétaire positif et l'excédent dégagé lui a permis de commencer à reconstituer ses fonds sociaux. Conséquence à la fois d'un maintien des cotisations des membres à un haut niveau, d'un soutien sans faille du MEAE, ainsi que de l'Agence Française

de Développement, d'une diminution de frais liés aux déplacements et d'une gestion économe des ressources humaines, ce bon résultat financier a néanmoins permis de mener les actions prévues et de lancer de nouvelles initiatives. L'effort est à consolider en 2021, en poursuivant la réflexion sur la diversification des sources de financement : portage de projets, nouvelle offre d'adhésion aux collectivités françaises qui ne connaissent pas CUF.

Il s'agit de permettre, via une organisation générale plus pertinente, et un modèle économique revivifié, de mieux mettre en œuvre l'ensemble de la stratégie de l'association et des services offerts aux collectivités



Afrique subsaharienne



Groupe-pays Burkina Faso
BRUNO BÉLIN
Sénateur de la Vienne,
Conseiller départemental, Conseil
départemental de la Vienne



Groupe-pays Niger
STÉPHANE VALLI
Président, Communauté de com-
munes Fauquign-Glières, Maire de
Bonnevillie



Groupe-pays Mali
HALIMA MËNHOUDJ
Adjointe au Maire déléguée à
la Coopération, aux Solidarités
Internationales, Montreuil



Groupe-pays Sénégal
ARNAUD NGATCHA
Adjoint au Maire délégué aux
Relations Internationales, Paris



Mission Sahel
BENOÎT FILET
Adjoint au Maire délégué aux
Relations Internationales et à
l'Économie, Angers



Groupe-pays Mauritanie
SARAH BOUSEKOU
Conseillère municipale déléguée
aux Relations Internationales,
Savigny-le-Temple

Amérique du Nord, Amérique Latine et Caraïbes



Groupe-pays États-Unis
ANTOINE LE SOLLEUZ
Adjoint au Maire délégué
aux Partenariats européens et
internationaux, Nancy



Groupe-pays Haïti
SAÏNTE-ROSE CAKIN
Vice-Présidente chargée de la Coopé-
ration décentralisée, Communauté
d'agglo. du Pays Nord Martinique



Groupe-pays Argentine
PATRICK GEROULET
Conseiller municipal délégué à la
Promotion de la Ville, Chartres



Groupe-pays Mexique
En attente de renouvellement

Asie



Groupe-pays Chine
MICHÈLE GARRIGUES
Présidente de la Commission
International, Conseil régional
Occitanie Pyrénées-Méditerranée



Groupe-pays Japon
KARIMA ZERKANI-RAYNAL
Adjoint au Maire délégué aux
Relations Internationales,
Aix-en-Provence



Groupe-pays République de Corée
CLAIRE GUICHARD
Adjointe au Maire chargée
des Relations Internationales,
Issy-les-Moulineaux



Groupe-pays Vietnam
JEAN-CLAUDE DARROLET
Adjoint au Maire et Vice Président
de Toulouse Métropole en charge
de l'Attractivité, du Tourisme de
l'Europe et de l'International

Méditerranée



Groupe-pays Algérie
AGNÈS RAMPAL
Présidente de la Commission Euro-
méditerranéenne, Conseil régional
Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur



Groupe-pays Liban
AURÉLIE LE MEUR
Adjointe au Maire chargée
des Relations Internationales,
Chambéry



Groupe-pays Israël
ALAIN BERLIOZ-CURLET
Conseiller régional chargé des
Relations Internationales, Conseil
régional Auvergne-Rhône-Alpes



Groupe-pays Maroc
En attente de renouvellement



Salvi Palestine : RCDP
HASSAN HMAMI
Président de l'association Réseau de
Coopération décentralisée pour la Pa-
lestine, Conseiller municipal, Nanterre



Groupe-pays Tunisie
ADNA BEKKOUCHE
Adjoint au Maire à la Coopération
et à la Solidarité Internationales,
Columbes

Océan Indien



Groupe-pays Madagascar
ISABELLE BOUDINEAU
Présidente chargée de l'Europe
et de l'International, Conseil
régional Nouvelle-Aquitaine



Mission transversale Climat
LÉONORE MONCOND'HUY
Maire de Poitiers
Vice-présidente du Grand Poitiers

Groupes thématiques



Groupe Genre
ÉLISE PEREIRA-NUNES
Adjointe au Maire déléguée aux Relations
Internationales, aux réseaux de villes, aux
jumelages et à la francophonie, Tours



Groupe ODD
VALÉRIE DUMONTET
Vice-présidente chargée de la Dé-
mocratie, Participation Citoyenne,
Conseil départemental de l'Aude



Groupe Jeunesse
FLAVIE BOUKHENOUFFA
Adjointe au Maire déléguée aux
Relations Internationales, Rennes



Groupe Crises et réhabilitation
FANNY SALÉ
Conseillère chargée des Solidarités
Internationales, Conseil départe-
mental de la Loire-Atlantique

Renouvellement des instances et nouveaux statuts

Sous la présidence de Roland Ries, l'Assemblée générale de Cités Unies France s'est tenue, de façon virtuelle, le 13 octobre 2020. Il s'agissait notamment, après les élections municipales, de renouveler les instances de l'association. Un nouveau Conseil d'administration a été élu, qui a ensuite procédé à l'élection de Bureau de l'association. Fort de 10 membres, ce bureau compte autant de femmes que d'hommes, sous la présidence de François Rebsamen, ancien Ministre, maire de Dijon, président de Dijon Métropole et la vice-présidence de Léonore Moncond'Huy, Maire de Poitiers et vice-présidente du grand Poitiers.

Une Assemblée Générale Extraordinaire est venue préciser, le 9 décembre, certains aspects des Statuts pour en particulier confirmer la règle de la parité au sein du Bureau, et sa recommandation au sein du Conseil d'administration. Cette AGE a également adopté un Règlement intérieur.

Le renouvellement des instances s'est aussi traduit au niveau des présidences de groupe-pays et de groupes thématiques : rajeunies, féminisées, équilibrées, ces présidences sont aussi le reflet de la dynamique de l'association, et de sa volonté de mieux répondre aux attentes et besoins des collectivités territoriales.

Perspectives 2021

- Mise en place d'une « dynamique climat » transversale en perspective notamment de la COP 26 prévue à Glasgow.
- Création d'une mission transversale « Amérique latine et Caraïbes », espace de dialogue et d'échange.
- Tenue des assises de la coopération décentralisées franco arméniennes les 29 et 30 novembre à Lyon.
- Organisation d'événements à l'occasion des conférences régionales Antilles Guyane et Océan Indien, pour les collectivités ultramarines : formation et réunion de groupe-pays.
- Mise à l'échelle de 3 projets au Sahel, renforçant la pertinence des interventions des collectivités territoriales, et l'impact des actions menées sur le développement local.
- Mobilisation pour la prise en compte des collectivités territoriales au Forum Génération Égalité, rassemblement mondial en faveur de l'égalité femmes-hommes.

organigramme

Direction générale



Geneviève Sevrin, directrice générale
Elisabeth Seyoum, assistante logistique



Service Europe, International et Crises

Simone Giovetti, chef de service
Hicham Lahou, assistant de mission



Service aux Collectivités

Virginie Rouquette, cheffe de service
Laura Bloseur, chargée de mission



Mission communication, Événementiel, Publications

Katarina Fotic, responsable de mission



Service Animation géographique et thématique

Constance Koukou, cheffe de service
Zoe Courboin, chargée de mission
Lucas Giboin, chargé de mission



Service Finance et Comptabilité

Frédérique Proust, cheffe de service
Baptiste de Puniet, assistant comptable
Thitho Plattier, assistante de gestion

13^e Rencontres



ntres

cités
unies
france

de l'action locale à l'action internationale

Lundi 20 et Mardi 21 juin 2022 - Cité des Sciences et de l'Industrie - Paris




MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Liberté
Égalité
Fraternité



Le projet PLATFORMA est co-financé par l'Union européenne



Venez nombreux participer à cette 13^e édition !

Pour plus d'informations :

<https://cites-unies-france.org/-Rencontres-de-l-AICT->



9, rue Christiani 75018 Paris Tél. : +33 (0)1 53 41 81 81
coop-dec@cites-unies-france.org ■ www.cites-unies-france.org ■ <https://raict.org>
■ @CitesUniesFR ■ Cités Unies France ■ [cites-unies-france](https://www.cites-unies-france.org)